

CONVENTION RELATIVE A LA REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS DE PLUSIEURS COMMUNES

ENTRE :

La Ville de Cannes, représentée par Monsieur le Maire, David LISNARD dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du 2020,

D'une part,

ET :

La Ville de Grasse représentée par Monsieur le Maire, Jérôme VIAUD dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 28/09/2020

D'autre part,

Il a été préalablement exposé que :

Les Villes de Cannes et de Grasse se sont rapprochées en vue de renouveler la convention qui les lie depuis le 23 novembre 2017 en matière de participation aux charges de fonctionnement des écoles publiques.

En ce qui concerne les charges de fonctionnement des écoles publiques des Villes de Grasse et de Cannes, le montant au 1^{er} septembre 2020 est fixé à 865.20 € pour une année scolaire, majoré chaque année en tenant compte de la variation de la valeur du point afférent aux traitements des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1^{er} septembre de l'année considérée.

Cela étant dit, il est convenu que :

ARTICLE 1:

Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :

Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics.

En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :

Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.

Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du Maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par les articles L 212-8 et R 212-21 du Code de l'Education, sous réserve que le Maire de la commune d'accueil ait informé le Maire de la commune de résidence du motif de l'inscription figurant dans la liste ci-dessous :

- obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;
- inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;
- état de l'enfant nécessitant une hospitalisation fréquente ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil.

La commune d'accueil est tenue de supporter seule les charges de fonctionnement dans le cas d'enfants visés à l'article 2, qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la commune de résidence ait donné son accord.

ARTICLE 4 :

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune, entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.

La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :

Se fondant sur le principe que la participation des communes extérieures aux charges de fonctionnement des écoles publiques doit s'appliquer aux élèves en maternelle ou en élémentaire, cette participation annuelle allouée par la commune de résidence s'élèvera à 865,20 €, tarif au 1^{er} septembre 2020 par élève pour l'année 2020/2021.

Si toutefois pour un cas qualifié de cause de force majeure (inondations, pandémies, etc.) et sur décision ministérielle, préfectorale ou municipale, les élèves ne pourraient plus fréquenter l'école pendant une période minimale de un mois, la commune amenée à ordonner la fermeture d'une ou plusieurs écoles sur le territoire communal, au titre des pouvoirs de police du Maire, s'engagerait à soustraire les mois non fréquentés du montant annuel soit 86,52 € par mois.

ARTICLE 6 :

Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1^{er} septembre.

Formule de révision annuelle :

$$CN+1 = CN \times (IN/IO)$$

CN = contribution fixée à la signature de la convention

IO = indice 100 de la fonction publique au 1^{er} septembre 2020

IN = indice 100 de la fonction publique au 1^{er} septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :

Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle, toutefois dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.

Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :

En cas de dualité de résidence de l'élève dans deux communes différentes, susceptible d'être générée par la mise en œuvre de la garde alternée par les parents, prévue par la loi n°2002-305 du 4 mars 2002, il convient de fixer les modalités de partage de la participation de chaque commune de résidence à hauteur de 50% du forfait communal.

Les modalités de mise en œuvre de ce principe sont subordonnées à la production par les parents lors de l'inscription, d'une décision rendue par le juge des affaires familiales. En cas de non recours au juge aux affaires familiales, chacun devra fournir une attestation sur l'honneur sur le mode de garde et lieu de résidence de l'enfant.

ARTICLE 9 :

Chaque trimestre scolaire le Maire de la commune d'accueil doit adresser la liste des élèves mentionnés à l'article 2 par catégorie au Maire de la commune de résidence.

La liste récapitulative des élèves concernés fait mention pour chaque enfant du nom, du prénom, de la date de naissance, de l'école, du niveau scolaire et de l'adresse des représentants légaux de l'enfant.

Les élèves figurant sur cette liste nominative annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention.

ARTICLE 10 :

La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021.

Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable trois fois, d'année scolaire en année scolaire (2020/2021, 2021/2022, 2022/2023) par tacite reconduction.

Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Pour la Ville de Nice,
Le Maire,

Jérôme VIAUD

Fait à Cannes, le

Pour la Ville de Cannes,
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée,
Joelle ARINI